

# COMITE D'ACTION POUR LE RESPECT DE L'ETAT DE DROIT

[www.comiterespectetatdroit.fr](http://www.comiterespectetatdroit.fr)

## Conférence du Général Antoine MARTINEZ

Le 10 mai 2016 à 18h30 à la Maison des Associations de Troyes

Présidée par Jean-Louis CHATON, Président du CARED,  
devant plus de 130 participants

*Général de 2<sup>e</sup> section ayant servi dans l'armée de l'air, Antoine Martinez a présidé l'association des officiers de réserve des Pyrénées orientales. Dans ce cadre, il s'est astreint à rédiger régulièrement des éditoriaux, dont le succès et la forte audience l'ont amené à publier un essai en 2013 intitulé « Devoir d'expression d'un citoyen (pas) ordinaire ».*



*« Dans la culture militaire, on est assez distant des partis politiques et je ne milite dans aucun parti. Cependant, étant un littéraire, je me suis décidé à écrire cet essai, qui était malheureusement prémonitoire ». Cet ouvrage est consacré à la fracture identitaire qui selon l'auteur ronge le peuple français et met en danger l'unité de la nation française, et à laquelle il y voit trois causes :*

- Le rôle du politique qui n'est plus un rôle noble, la cause *« de loin la plus grave »*,
- Le politiquement correct qui étouffe la libre expression,
- La mondialisation, qui a des effets bénéfiques mais aussi des effets néfastes.

L'auteur rappelle alors les termes de la lettre ouverte qu'il a adressée au Président de la République le 23 décembre 2014, moins d'un mois avant les attentats du 11 janvier 2015, et qui interpellait le Président sur ses devoirs de maintien de l'unité nationale conformément à l'article 5 de la Constitution.

Quel regard porte le général sur la France actuelle et ceux qui nous dirigent ? *« Un regard consterné sur des mesures effarantes qui défient le bon sens et qui conduisent à la désintégration nationale »*. Et de soulever les questions : pourquoi cette éducation nationale, outils fondamental au service de la nation, est-elle devenue un monstre ayant formellement échoué, puisqu'un élève sur quatre entrants au collège ne sait ni lire, ni écrire, ni comprendre un texte ? La présence massive d'élèves issus d'immigration extra européenne et de même confession créé, au sein de l'école, des tensions ethnoculturelles et des revendications communautaristes qui rejettent la culture et les valeurs de la nation française. L'école est devenue le creuset de la libanisation de notre pays. *« Il faut que nos compatriotes se réveillent car ils n'ont rien à attendre de ceux qui nous gouvernent aujourd'hui. »*

Concernant la présence de la France sur la scène internationale, le général qualifie d' *« irresponsable »* les purges budgétaires opérées. Les succès militaires ne sont pas le fait des

politiques mais des soldats courageux. Et de rappeler que les relations internationales sont basées sur les rapports de force, avec deux outils complémentaires : la diplomatie, et les forces armées. Ces dernières ont atteint leur point de rupture en termes de capacité.

« *Mon regard sur ceux qui nous gouvernent est très sévère* » dit le Général. Le bien commun et la vision à long terme ont laissé place au court terme et aux ambitions personnelles, les premiers étant sacrifiés sur l'hôtel des seconds. Les questions essentielles ne sont pas traitées et sont occultées par une ultra-communication dans les grands médias serviles sur des sujets mineurs, tel le « *mariage pour quelques-uns* »...

Après les attentats de janvier 2015, nos dirigeants n'ont pas voulu voir l'adhésion affichée aux meurtriers par une partie des musulmans français, et n'ont pas pris les mesures qui s'imposaient à l'exception du sacrosaint « pas d'amalgame » utilisé en boucle. Tout cela a conduit au massacre du 13 novembre, « *une mansuétude coupable à l'égard d'une religion aussi sectaire* » assène le Général. Comment comprendre cette volonté de flatter voire favoriser son expansion dans notre pays qui n'a aucune réalité historique avec ce monde musulman intolérant et fanatique ? Le général Martinez est alors on-ne-peut-plus direct : « *Lorsqu'on détient le pouvoir, la responsabilité première est de protéger son peuple de toute menace. Or ils ont renoncé à modifier les choses, certains par lâcheté, d'autres par cynisme, les derniers par idéologie* ».

Autre exemple peu médiatisé et cité par le conférencier : la Charte des langues « minoritaires » (et non « régionales »), dont le Général est persuadé qu'elle avait pour but de faciliter l'instauration de la langue arabe. « *Ce genre de subterfuge n'est pas digne quand on préside aux destinées de la nation française* », lance-t-il.

Mais nos élus devront bien réagir sous peine de voir une radicalisation des esprits se mettre en place dans notre pays. Un sursaut est aujourd'hui obligatoire, à défaut le peuple devra choisir entre deux formes de suicide : la révolte ou la soumission. En effet, en citant Julien Freund, le général Martinez rappelle que les responsables politiques ont pour mission la recherche de la puissance à l'extérieur, et de la concorde à l'intérieur. Sur ce dernier point, pour que la concorde puisse régner, il faut que la nation ait un minimum de cohérence interne. Or nos élites ont laissé s'installer la division et le communautarisme dans la société pouvant aujourd'hui conduire à la guerre civile, comme le prédit Yvan Rioufol dans son dernier ouvrage « *La guerre civile qui vient* ». Le conférencier rappelle en guise d'illustration certaines statistiques : 25% des jeunes français entre 18 et 34 ans ont de l'estime pour l'Etat islamique. D'un point de vue démographique, « *on a là-aussi un problème sérieux pour les années à venir* » dit-il lucidement. Autre sondage : 35% des musulmans vivant sur notre territoire approuveraient les attentats kamikazes du 13 novembre. « *Admettez qu'il y a avec l'islam un vrai problème de compatibilité avec notre démocratie et nos valeurs* », et d'avancer plusieurs raisons :

- Le refus de séparer le pouvoir spirituel du temporel,
- La soumission de la femme,
- Le rejet de la laïcité, valeur incompatible avec l'islam,
- La volonté de ne reconnaître que la loi islamique, pourtant déclarée incompatible avec la démocratie par la Cour Européenne des Droits de l'Homme.

Nous devons poser des conditions à l'islam au lieu de continuer à lui donner des accommodements. A défaut, nous assisterons alors à un suicide politique et une recomposition

complète qui sera imposée par les évènements. Et il complète : « *Les citoyens doivent y réfléchir sérieusement, pour ma part entre révolte et soumission, mon choix est déjà fait* ».

Pour le Général, le peuple ne cesse d'être méprisé et on lui fait savoir que son avis ne compte pas. En démocratie, le peuple doit être souverain en dernier ressort. « *Qu'il soit donc davantage consulté par référendum, et les politiques gagneraient en légitimité* ». La question de l'identité nationale est urgente à traiter et va forcément s'inviter dans les prochaines élections présidentielles.

« *Sans courage pour réagir, le sang et les larmes seront au bout* », nous promet le Général. Pour lui, on ne peut plus tergiverser devant l'évidence : l'islamisme est l'ennemi à abattre, le cancer à éradiquer. Et de revenir sur les attentats du 13 novembre, qui fournissent d'après le Général trois certitudes qui sont pourtant toujours considérées comme des fantasmes par les journalistes :

- Il existe bien en France une 5<sup>e</sup> colonne, qui a d'ailleurs tissé sa toile dans tout le territoire européen. Saint Denis est d'ailleurs devenue le Molenbeek français, conséquence de 40 ans de lâcheté politique. La France n'est qu'au début d'un long chemin de croix car les fous d'Allah y ont désormais importé toutes leurs pratiques les plus démoniaques : égorgements, décapitations, bombes humaines, tueries de masse.
- Les flux migratoires massifs et incontrôlés qui déferlent sur l'Europe sont infiltrés par de nombreux djihadistes, et de rappeler que deux de ceux qui se faisaient sauter à Paris sont venus par la Grèce.
- Il existe sur notre sol, entre ces djihadistes français que l'auteur estime potentiellement à plusieurs dizaines de milliers d'un côté, et une population d'origine immigrée de confession musulmane mais respectant la loi de l'autre, un 3<sup>e</sup> cercle composé de plusieurs centaines de milliers de personnes « *plus ou moins acquises aux islamistes radicaux prêts à les aider le moment venu* ». C'est le problème majeur auquel est confronté actuellement notre pays, car l'unité nationale est en jeu.

L'auteur interpelle et bouscule toujours plus : « *Nos politiques ont favorisé de façon criminelle l'expansion sur notre sol d'une culture contraire à la nôtre avec à présent pour seule perspective une guerre civile annoncée.* ». Comment des jeunes formés dans nos écoles peuvent connaître une détresse telle, que le fantasme du califat et le chemin de la barbarie peuvent représenter pour eux un idéal mobilisateur ? Nos concitoyens ignorent ce qu'est l'islam : or l'islam n'est pas compatible avec notre République. Les lois sont divines et ne peuvent être changées par l'homme. Elles régissent tout le quotidien. Les frontières n'existent pas, seule la *oumma* existe. Les communautés sont réunies autour du grand califat. L'islam est par essence violent. L'islam modéré n'existe pas, comme l'a d'ailleurs déclaré Erdogan : « *Il n'y a pas d'islam modéré, il n'y a que l'islam.* ». En revanche il peut exister une pratique modérée de l'islam, pratiquée par certains de nos compatriotes assimilés. Mais à l'opposé, il y a une pratique rigoriste, littéraliste, fondamentaliste et radicale de plus en plus pratiquée en Occident. C'est un véritable obstacle à l'intégration. Difficile dans ces conditions d'admettre que l'islam est une chance pour la France car « *il est impossible d'envisager le vivre ensemble avec le diable* », conclue-t-il.

Le Coran guide suprême, référence absolue et indiscutable, est-il compatible avec la constitution française et ses codes, ses lois, ses coutumes, ses valeurs, ses modes de pensée et la culture qui l'imprègne ? Evidemment non pour le Général. Et de demander ; « *Pourquoi les politiques ne se posent-ils pas tous cette question... ?* »

Puis de tacler leur lâcheté, en laissant par exemple se tenir le salon de la femme voilée musulmane, où des prêcheurs de haine interviennent et affirment doctement que le Coran -qu'ils ne connaissent pas- est parfaitement compatible avec la République. Dans tous les pays façonnés par l'islam, les non musulmans sont au mieux discriminés et humiliés, au pire massacrés ou chassés.

*« Un sursaut est désormais nécessaire, en France comme en Europe. Nos responsables politiques n'ont plus le choix. »*. Les migrations actuelles, attaques sans précédent des nations européennes, travail planifié et annoncés par l'Etat Islamique, et sous-traité par deux autres états : la Turquie et la Lybie. Schengen n'a pas été fait pour les clandestins : la sécurité aux frontières extérieures était la garantie pour ouvrir les frontières intérieures. Cela n'a pas été fait et nos gouvernements, à quelques exceptions près, sont fautifs. *« Pourquoi les partis populistes montent-ils ? La réponse est claire mais nos gouvernants ne veulent pas la voir. »*

Le Général revient alors sur la crise des migrants. En début d'année 2015, il soutient qu'il aurait fallu disposer un cordon sanitaire près des côtes africaines pour renvoyer les migrants. Or on a fait le contraire et on les a ramenés en Europe. Et d'asséner : *« Il faut être fou ! »*. Or ils seront tous régularisés. D'ici 3 ou 4 ans, ce seront 10 ou 12 millions en Europe...révolte ou soumission...? Et de reparler sur l'état d'urgence, que le Général considérait comme une occasion de frapper vite et fort : *« J'attendais l'arrestation de 4 à 5000 personnes, la fermeture de 80 à 100 mosquées salafistes et leurs écoles coraniques. Il nous faut constater qu'aujourd'hui, nous ne pouvons cohabiter avec ceux qui nous sont hostiles. »*

Le Général explique ensuite, anecdotes à l'appui, les réactions politiques qui ont pu se manifester suite à l'envoi de ses éditos à tous les députés et sénateurs, et les pressions qu'il a subies. Et de revenir sur l'affaire de l'arrestation du Général Piquemal, dont Antoine Martinez a pris la défense dans plusieurs éditoriaux notamment celui intitulé *« La colère et le courage »*, qui lui a valu une lettre recommandée du Ministère visant à le faire taire.

Conclusion du Général Martinez : *« Il revient au citoyen de se réveiller. Pour ma part, à mon humble niveau, j'essaie de faire bouger les choses. Mais je le redis : moi, je ne me soumettrai pas. Un Général, aujourd'hui, ne peut plus fermer sa gueule »*.

Question/devoir de réserve et devoir d'expression

*« Dans certaines circonstances, le devoir d'expression doit primer sur le devoir de réserve. Nous devons briser le silence habituel de généraux qui d'ordinaire respectent le devoir de réserve. La situation actuelle est due au fait que le politique n'applique pas la loi donc ne respecte pas la loi. Un putsch des généraux n'est pas envisageable aujourd'hui, nous sommes en démocratie...ou alors il faudrait que les choses aillent vraiment très mal. »*